



# COMMUNIQUÉ

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE  
CNW TELBEC CODE 01

Financement des organismes de bassin versant

## OU SONT LES 15 MILLIONS \$ PROMIS PAR LA MINISTRE BEAUCHAMP?

**Québec, le mardi 24 février 2009** – Le député de L'Assomption et porte-parole de l'opposition officielle en matière d'environnement, Scott McKay, déplore vivement le silence radio de la ministre de l'Environnement, Line Beauchamp, qui n'a toujours rien versé des 15 M\$ que son gouvernement s'est engagé à verser aux organismes de bassin versant et les zones intégrées de l'eau.

« Dans le Discours sur le budget de mars 2008, le gouvernement Charest s'engageait formellement à verser une aide fort attendue de 15 M\$ pour les organismes de bassin versant. Un an plus tard, à la veille d'un autre discours sur le budget, personne n'a vu la couleur de cet argent. Pourquoi? Est-ce que la ministre Beauchamp y aurait renoncé? Qu'a-t-elle fait de ces millions qui lui ont été octroyés par le Conseil du trésor? La ministre doit être transparente et nous dire ce qu'il advient de ces sommes et ce qu'elle en a fait », a demandé le député McKay.

Le porte-parole du Parti Québécois se questionne aussi sur les motifs sur lesquels la ministre s'appuie pour retarder l'aide promise à trois reprises, d'abord en septembre 2007 lors du Forum sur les algues bleu-vert, dans le budget de mars 2008 et lors d'une conférence de presse quelques jours plus tard. « Actuellement, les gestionnaires d'organismes de bassin versant s'impatientent avec raison, surtout quand ils se font dire trois fois que le chèque est à la poste. Qu'est-ce qui cloche? Y croit-elle à la mission et au rôle des organismes de bassin versant. Si oui, qu'elle agisse et au plus vite », a déclaré Scott McKay.

Rappelons que les organismes de bassin versant et les zones intégrées de l'eau ont besoin de ces sommes afin de remplir leur mandat, dont le principal est celui de produire et soumettre un Plan directeur de l'eau (PDE) prévu dans la Politique nationale de l'eau.

« Le gouvernement Charest avait dit en 2003 qu'il avait l'intention d'appliquer la Politique nationale de l'eau. Six ans plus tard, trop peu a été fait », a-t-il conclu.

– 30 –

Source :       Éric Gamache  
                  Attaché de presse  
                  Aile parlementaire du Parti Québécois  
                  418 643-2743